

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 (1)

Tableau VI. — Sciences et Arts.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN LIMBURG STIRUM.

MESSIEURS,

Le Budget des Sciences et des Arts ne présente pas les mêmes variations, conséquences ultimes de la guerre, que les bouleversements extraordinaires apparaissant dans d'autres divisions de nos dépenses générales.

Les augmentations de charges qu'il vous montre, pour la plupart, procèdent de deux causes : la nécessité de mettre les barèmes des traitements du personnel en rapport avec la situation actuelle, et l'élévation de certains frais généraux et avant tout du prix du charbon. Cet accroissement commun à tous les Budgets relève de la situation universelle et doit être examiné pour l'ensemble.

Sur deux points seulement nous rencontrons des augmentations de crédit dus à des causes particulières : la loi du 22 février 1919 en ce qui concerne

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÉZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

les traitements du personnel des Universités de l'État et la loi du 13 novembre 1919 portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 29 mai 1914.

L'application de la première n'appelle aucun commentaire.

La seconde, en mettant à la charge de l'État les traitements du corps enseignant des écoles, constitue un accroissement considérable des dépenses du Budget ; par contre, en assurant au personnel une régularité plus grande dans la perception des mandats, elle est pour lui un bienfait appréciable ; elle est pour les communes, si durement éprouvées par les exactions de l'ennemi, un énorme soulagement.

Le chiffre pris comme base à l'article 69 est de 100 millions. Par contre, les crédits portés aux libellés du Budget de 1919, qui deviennent sans objets, s'élèvent à 32,240,000 francs. La différence entre les deux chiffres, qui constitue en définitive la charge nouvelle du Budget, s'élève à 67,790,000 francs ; tel est aussi le bénéfice qu'en doivent tirer les communes.

Examen en Sections.

Les premiers articles du Budget ont donné lieu à peu d'observations. A l'ARTICLE 2 seulement, il a été constaté que les litt. *c* et *d* ont été introduits sans explications préalables. En effet, les amendements déposés par le Gouvernement le 23 août 1919 ne contenaient pas d'explications sur ce point.

A l'ARTICLE 11, il a été proposé, dans une Section, de supprimer l'Institut historique de Rome, fréquenté par un petit nombre d'élèves.

Nous croyons que cette raison est insuffisante pour justifier la suppression de ce crédit. De leur nature, les hautes études, qu'elles soient historiques ou autres, sont destinées à être le domaine d'un nombre restreint de chercheurs ayant le goût et les capacités de se livrer à la culture de la science pure. Mais cette élite est nécessaire ; l'ensemble du développement intellectuel et moral du pays serait découronné et affaibli si les études transcendantes étaient supprimées.

ART. 12 et 13. — Différentes façons de comprendre la réorganisation de l'Académie royale de Belgique se sont fait jour.

On a fait observer qu'une Académie de littérature française pouvait exister en Belgique au même titre que l'Académie flamande. D'autres membres ont préconisé l'existence d'une académie unique, mais divisée en une classe pour les littérateurs d'expression française et en une seconde pour les écrivains employant la langue flamande.

Il a été ajouté qu'il ne devait point s'agir de copier l'Académie française. Ce serait inopportun, mais bien de conserver l'Académie belge dans son individualité historique, quitte à la faire évoluer pour suivre le courant des nécessités nouvelles.

La Bibliothèque royale, le Musée d'Histoire naturelle, nos autres grandes institutions scientifiques n'ont donné lieu à aucune observation.

Il en a été de même de l'Enseignement supérieur, sauf qu'il a été annoncé pour ce dernier, comme pour les autres degrés de l'enseignement, la réorganisation du Conseil de perfectionnement.

ENSEIGNEMENT MOYEN. — Des membres se sont plaint du manque de proportion entre les indemnités de vie chère et la somme de travail fournie par les professeurs de certaines branches spéciales.

M. le Ministre des Sciences et des Arts ayant pu se rendre dans plusieurs Sections, y a annoncé que la question du barème des professeurs de l'enseignement moyen était résolue.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — La reprise par l'État du traitement des instituteurs n'ayant été appliquée que pendant une partie de l'exercice 1919, les crédits mentionnés à l'article 69 devant assurer la rétribution du corps enseignant pendant un exercice complet, sont augmentés d'une somme de 56 millions.

A la quatrième Section, un membre est revenu sur les observations faites différentes fois à la Chambre sur l'irrégularité et le retard dans les paiements des arriérés de traitement et des indemnités de vie chère. Souvent le retard dans les recettes escomptées pour un ménage modeste cause presque autant de préjudice que l'insuffisance de ces recettes même; la situation est d'autant plus pénible qu'à l'arrière des rentrées correspond chez beaucoup de bons serviteurs de l'État un endettement qui double leur fardeau.

ART. 70. — De différents côtés la situation des bâtiments scolaires dans les régions dévastées a soulevé des réclamations parmi les membres de la Chambre. Tantôt les locaux sont entièrement détruits; l'enseignement, comme le culte, l'agriculture, l'industrie, le séjour même des habitants est impossible. Dans la dévastation générale, tout a disparu.

Ailleurs, les écoles détruites ont pu se réinstaller à titre précaire dans d'autres locaux encore conservés, par exemple, dans des bâtiments militaires. Mais cette situation est extrêmement gênante, les installations sont insuffisantes; elles ne peuvent être appropriées; on est toujours sous le coup de l'expulsion.

Il en résulte que l'attention des autorités chargées du service de la reconstitution des régions dévastées, comme celle du Ministre des Sciences et des Arts, doit être dirigée d'une façon toute spéciale sur les installations scolaires.

BEAUX-ARTS. — L'état et l'organisation des Musées royaux ont fait l'objet de l'examen de plusieurs Sections.

La situation matérielle des Musées du Cinquenaire, question déjà soulevée l'an dernier, a fait l'objet de nouvelles plaintes. Cette appréciation a été confirmée par M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Au point de vue de l'organisation, il a été demandé plus d'autonomie pour les savants qui les dirigent et une certaine décentralisation.

M. le Ministre des Sciences et des Arts, présent à cette Section, déclare avoir l'intention d'expérimenter d'abord les réformes réalisées par ses prédécesseurs, avant d'en essayer de nouvelles ; il veut développer encore nos Musées.

CONSERVATOIRES. — La situation du personnel enseignant, comme l'an dernier, soulève l'intérêt. On demande l'égalité de traitement entre tous les Conservatoires et surtout qu'il soit remédié à la situation fâcheuse du Conservatoire royal d'Anvers. Ce dernier crédit devrait être majoré.

*
* * *

La Section centrale, envisageant la transformation qui s'est opérée dans tous les domaines, a examiné la situation des Ministres.

Elle a donc l'honneur de vous proposer, par amendement à l'article premier, de porter le chiffre du traitement du Ministre de 21,000 francs à 35,000 francs.

Le Rapporteur,

AD. DE LIMBURG STIRUM.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 MAART 1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel VI. — Wetenschappen en Kunsten.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VAN LIMBURG STIRUM.

MIJNE HEEREN,

In de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten komen niet, als de laatste gevolgen van den oorlog, dezelfde ongewone afwijkingen voor als die, welke zich in andere afdeelingen onzer algemeene uitgaven voordoen.

De toeneming der lasten, die daaruit blijkt, vloeit meestal voort uit twee oorzaken : de noodzakelijkheid om de wedderoosters van het personeel in verhouding te brengen met den tegenwoordigen toestand, en de stijging van sommige algemeene kosten, en vooral van den prijs der steenkolen.

Deze verhooging, eigen aan al de begrotingen, is het gevolg van den algemeene toestand en dient te worden behandeld voor de Begrooting in haar geheel.

(1) Begrooting, n^o 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHELYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOYE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

Alleen voor twee zaken stellen wij credietverhoogen vast, welke te wijten zijn aan bijzondere oorzaken : de wet van 22 Februari 1919 op de wedden van het personeel der Staatsuniversiteiten, en de wet van 13 November 1919 houdende herziening van sommige artikelen der wet van 29 Mei 1914 tot regeling van het lager onderwijs.

De toepassing der eerste dient niet te worden verklaard.

De tweede, door de wedden van het onderwijspersoneel der scholen ten laste van den Staat te leggen, geeft aanleiding tot eene aanzienlijke verhooging van de uitgaven der Begrooting; doch voor het personeel is zij, door hun meer geregeld hunne mandaten te doen ontvangen, eene ware weldaad; voor de gemeenten, zoo hard getroffen door de aspersing der vijanden, is zij eene ontzaglijke ontlasting.

Het cijfer, bij artikel 69 tot grondslag genomen, bedraagt honderd miljoen. Daarentegen, de credieten, uitgetrokken op de posten van de Begrooting voor 1919, die thans wegvallen, bedragen 32,210,000 frank. Het verschil tusschen de twee cijfers, dat ten slotte den nieuwen last voor de Begrooting uitmaakt, bedraagt 67,790,000 frank; evenveel bedraagt dan ook het voordeel dat de gemeenten er uit trekken.

Onderzoek in de Afdeelingen.

De EERSTE ARTIKELEN van de Begrooting hebben tot weinige aanmerkingen aanleiding gegeven. Bij artikel 2 werd enkel vastgesteld dat de litt. c en d werden opgenomen zonder voorafgaande verklaring. Inderdaad, de amendementen, door de Regeering ingediend op 23 Augustus 1919, gaven hieromtrent geene uitleggingen.

Bij ARTIKEL 11 werd in eene Afdeeling voorgesteld het Historisch Instituut van Rome, door een al te gering getal leerlingen bijgewoond, af te schaffen.

Wij meenen dat die reden niet volstaat om het afvoeren van dit crediet te rechtvaardigen. De hogere studiën, historische of andere, zijn van zoodanigen aard dat slechts een beperkt getal opzoekers, die den lust en de begaafdheden hebben om zich te wijden aan de studie van de zuivere wetenschap, zich daarop toeleggen. Deze keurgelcerden zijn er echter noodig. Het geheel van de intellectuele en moreele ontwikkeling van het land zou ontkroond en verzwakt worden, zoo de studiën der hogere wetenschap werden afgeschaft.

ART. 12 en 13. — De herinrichting van de Koninklijke Academie van België werd op verschillende wijze opgevat.

Men deed opmerken dat eene Academie van Fransche Letterkunde in België even goed kon bestaan als de Vlaamsche Academie. Andere leden stelden voor, eene enkele Academie op te richten; deze zou echter ingedeeld zijn in eene klas voor Fransche letterkundigen en eene tweede voor Vlaamsche letterkundigen.

Er werd bijgevoegd dat er geen sprake kon van zijn, de Fransche Academie na te volgen — dit zou niet passen —, maar wel de Belgische Academie als eene historische zelfstandigheid in stand te houden, mits men ze haren ontwikkelingsgang doet volgen naar den loop der nieuwe noodwendigheden.

De Koninklijke Bibliotheek, het Museum van Natuurlijke Historie, onze andere groote wetenschappelijke instellingen gaven geene aanleiding tot aanmerkingen.

Evenmin het Hooger Onderwijs, behalve dat voor dit laatste, evenals voor de overige graden van het onderwijs, de herinrichting van den verbeteringsgraad werd aangekondigd.

MIDDELBAAR ONDERWIJS. — Sommige leden deden hun beklag over de onvoldoende verhouding tusschen de duurtelbijslagen en het werk geleverd door de leeraars van sommige bijzondere vakken.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten, die in verscheidene Afdeelingen aanwezig kon zijn, deelde er mede dat de zaak van den wedde-rooster der leeraars van het middelbaar onderwijs opgelost was.

LAGER ONDERWIJS. — Daar de overneming, door den Staat, van den last der wedden van onderwijzers slechts gedurende een gedeelte van het dienstjaar 1919 kon geschieden, worden de in artikel 69 uitgetrokken credieten, die moeten dienen voor de betaling der wedden van het onderwijspersoneel gedurende een geheel jaar, vermeerderd met eene som van 56 miljoen.

In de vierde Afdeeling wees een lid nogmaals op de reeds herhaaldelijk in de Kamer gedane aanmerkingen betreffende de onregelmatige en de vertraagde betaling van de achterstallige jaarwedden en van de duurtelbijslagen. Voor een nederig gezin is de vertraging in de ontvangsten, waarop men gerekend had, dikwijls bijna even schadelijk als de ontoereikendheid zelf dier ontvangsten; de toestand is des te meer nijpend daar de vertraging in de ontvangsten voor vele goede Staatsbedienden samengaat met eene verzwaring hunner schulden, die hun toestand dubbel pijnlijk maakt.

ART. 70. — Van verscheidene zijden werden door de leden van de Kamer bezwaren uitgebracht betreffende den toestand der schoolgebouwen in de verwoeste gewesten. Hier zijn de lokalen heelemaal vernield; het onderwijs, evenals de eeredienst, de landbouw, de nijverheid, het verblijf zelf der inwoners, zijn er onmogelijk. Bij eene algemeene vernieling is alles verdwenen.

Elders werden de vernielde scholen voorloopig vervangen door andere gebouwen die nog recht gebleven waren, bij voorbeeld door militaire gebouwen. De toestand blijft niettemin zeer bezwaarlijk, daar die inrichtingen ontoereikend zijn; zij kunnen daartoe niet altijd geschikt gemaakt worden; men staat altijd voor de mogelijkheid, de plaats te moeten ruimen.

Daaruit volgt dat de overheden, belast met den dienst van den wederopbouw in de verwoeste streken, evenals de Minister van Wetenschappen en Kunsten zich bijzonder met de schoolgebouwen moeten bezighouden.

SCHOONE KUNSTEN. — De staat en de inrichting der Koninklijke Museums werden in verscheidene Afdeelingen onderzocht.

Over den stoffelijken toestand der Museums van het Park van het Jubeljaar werd opnieuw geklaagd. Die toestand werd door den Minister van Wetenschappen en Kunsten erkend.

Wat de inrichting betreft, werd er meer zelfstandigheid gevraagd voor de geleerden, die de Museums besturen, en eene zekere decentralisatie.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten, in die Afdeeling aanwezig, verklaart voornemens te zijn eerst de proef te wagen met de hervormingen ingevoerd door zijne voorgangers, alvorens met nieuwigheden te beginnen en onze Museums nog uit te breiden.

CONSERVATORIUMS. — De toestand van het onderwijzend personeel wekt, evenals verleden jaar, de aandacht op. Men vraagt gelijke jaarwedden voor al de conservatoriums en vooral verbetering in den betreurenswaardigen toestand van het Koninklijk Conservatorium te Antwerpen. Dit laatste crediet zou moeten verhoogd worden.

*
* *

De Middenafdeeling, met het oog op de hervorming die zich op elk gebied heeft voorgedaan, heeft ook den toestand der Ministers onderzocht.

Zij heeft dus de eer u voor te stellen, bij amendement op artikel 1, de jaarwedde van den Minister te brengen van 21,000 frank tot op 35,000 frank.

De Verslaggever,
AD. DE LIMBURG-STIRUM.

De Voorzitter,
EMILE BRUNET.

